



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



**INTERVENTION  
DE SON EXCELLENCE MONSIEUR  
CÔME ZOUMARA  
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE  
L'INTEGRATION REGIONALE ET DE LA  
FRANCOPHONIE  
DEVANT LA 61<sup>ème</sup> SESSION DE L'ASSEMBLEE  
GENERALE DES NATIONS UNIES**

(Vérifier à l'audition)

New York, le 25 septembre 2006

MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
AUPRES DES NATIONS UNIES  
51 CLIFTON AVENUE • SUITE 2008 • NEWARK, NEW JERSEY 07104  
TEL: (973) 482-9161 FAX: (973) 350-1174

Madame La Présidente

Comme vous le savez la tradition en Afrique est une, multiple sont ses formes.

Voilà pourquoi le continent Africain se trouve être le berceau de l'humanité et cette tradition Africaine est donc universelle.

Cette universalité se manifeste ici à new York dans cette enceinte des Nations Unies ou des valeurs de solidarité et de fraternité symbolisent une volonté commune de paix et d'amour.

Madame la Présidente

Comment ne pas aujourd'hui, nous souvenir de l'effervescence qui a caractérisé la session plénière de haut niveau qui s'est tenu en 2005 en ces mêmes lieux, à la suite d'une 59ème session qui aura été, sans conteste, la plus longue des sessions, à cause de la densité des consultations initiées par Son Excellence Monsieur **Jean PING**, Président de cette session, en vue de parvenir à un consensus sur l'examen des questions relatives aux diverses réformes de notre Organisation, dont celle du Conseil de Sécurité, qui a divisé et continue de diviser les différentes délégations, les groupes régionaux, et qui a finalement occulté les discussions sur les autres points.

Mais la session plénière de haut niveau et la 60ème session de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations unies qui ont suivi, auront quand même eu le mérite de parvenir à la création du Conseil des Droits de l'homme et de la Commission de Consolidation de la Paix.

Malgré toutes les divergences entre les membres de l'Organisation des Nations Unies les critiques qui sont émises sur certaines de ses actions, celle-ci reste l'Organisation Internationale qui, par son universalité, sa représentativité et son autorité est incontournable.

La République Centrafricaine qui réitère son attachement à ces buts et principes de la charte des Nations Unies, tient à réaffirmer son souci constant de continuer à apporter sa contribution à tous les efforts visant la réforme de tout le système des Nations Unies.

Ceci étant, Madame la Présidente, permettez-moi tout d'abord de vous adresser au nom de Son Excellence le Général d'armée François BOZIZE, Président de la République, Chef de l'Etat, du Gouvernement et du peuple centrafricain, mes vives félicitations pour votre élection à la présidence de la présente session. J'y vois pour ma part une marque de confiance et un hommage bien mérité rendu à votre beau pays, le Royaume du Bahreïn.

Il m'est agréable d'adresser à votre prédécesseur, Monsieur **Jan ELIASSON**, ma haute estime pour la manière remarquable avec laquelle il a dirigé les travaux de la 60ème session.

Il me plait également d'adresser mes vifs et sincères remerciements ainsi que l'expression de mon appréciation à Monsieur **Kofi ANNAN**, digne fils de la tradition africaine, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, pour les efforts louables qu'il déploie inlassablement dans un contexte international particulièrement difficile, aux fins de promouvoir le rôle de l'Organisation, de concrétiser ses objectifs et favoriser l'instauration de la paix et de la sécurité dans le monde.

Madame la Présidente,

Vous avez suggéré comme thème pour la présente session, la mise en œuvre des partenariats pour le développement.

C'est le lieu pour nous, de rappeler qu'il y a six ans, les plus hauts dirigeants des pays membres de l'Organisation des Nations Unies ont pris le ferme engagement de conjuguer leurs efforts pour mener une lutte collective contre la pauvreté et tous les fléaux que celle-ci engendre, et qui constituent une menace grave à la paix et à la sécurité internationales et un frein majeur au processus de développement de nombreux pays.

Dans la Déclaration du Millénaire qui en a résulté, les 189 pays signataires dont la République Centrafricaine, ont promis solennellement de tout mettre en œuvre pour vaincre la misère qui continue d'accabler la majorité de la population mondiale. Pour ce faire plusieurs objectifs ont été définis.

Selon les propos pertinents du Secrétaire Général des Nations Unies, on peut dire que la mise en œuvre des objectifs principaux est diversement accomplie. Nous citons : <<Il n'y a pas de développement sans sécurité, il n'y a pas de sécurité sans développement, et il ne peut y avoir ni sécurité ni développement si les droits de l'homme ne sont pas respectés. Si le combat n'est pas livré sur tous les fronts, aucune victoire ne sera possible>>. Fin de citation.

Dans le cas de la République Centrafricaine, nous devons reconnaître que de nombreux défis restent encore à relever pour nous atteler réellement à la réalisation des OMD d'ici le terme arrêté.

En effet, mon pays qui a connu plus de deux décennies de crises graves, vient à peine d'y sortir, avec l'organisation d'élections générales, la mise en place des institutions républicaines et du gouvernement de réconciliation nationale. Mais il doit encore combattre l'insécurité transfrontalière qui sévit dans la sous région et repousser hors de son territoire les agresseurs qui trouvent leur appui à l'extérieur, et

dont l'objectif est de détruire les Institutions Républicaines mises en place de manière démocratique.

Les autorités centrafricaines s'efforcent de rétablir la sécurité sur toute l'étendue du territoire, car, il va de soi qu'aucun développement n'est possible sans l'éradication de l'insécurité endémique entretenue par les coupeurs de route et la rébellion qui sévit principalement au Nord –Est du pays, frontalier du SOUDAN et du TCHAD. Les forces de sécurité et de défense qui sont déployées dans l'arrière pays sont confrontées à de nombreuses difficultés, en particulier logistiques, pour venir à bout de ce phénomène. La prolifération des armes légères et de petit calibre dans cette sous région due à la longue crise du Darfour et ses conséquences sur la République centrafricaine n'est pas de nature à enrayer ce fléau.

La république centrafricaine s'associe aux propositions faites par les Présidents George BUSH, Jacques CHIRAC et le Président en exercice de l'Union Africaine Monsieur Denis SASSOU NGUESSO sur le positionnement des troupes onusiennes à la frontière entre la RCA, le TCHAD et le SOUDAN

Qui plus est, depuis 2003, sur les sept (7) pays en partenariat avec le programme multi pays de démobilisation et de réintégration de la Banque Mondiale, la République centrafricaine a initié une nouvelle approche globale, intégrée, intégrante mais surtout inclusive pour résoudre l'épineuse problématique du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des ex-combattants. Les résultats aujourd'hui traduisent toute la volonté du gouvernement à réussir ce processus.

En outre notre pays vient de se doter d'une nouvelle structure pour lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre dénommé Commission Nationale de lutte contre la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre ainsi que du désarmement.

L'état de dégradation de l'économie centrafricaine n'est pas non plus de nature à favoriser la mise en œuvre des objectifs du développement, en vue de

promouvoir une lutte vigoureuse contre la pauvreté qui demeure pour nous une menace permanente contre la paix et la stabilité.

Dans le cadre des finances, le gouvernement a pris des mesures énergiques pour assainir les finances en procédant à un vaste contrôle des fonctionnaires et en mettant en place un organe de vérification des diplômes des fonctionnaires.

Les autres grands défis auxquels la République centrafricaine est confrontée sont ceux de la santé et de l'éducation qui figurent parmi les principaux OMD. En ce qui concerne la santé, la pandémie du VIH/SIDA et les autres maladies comme la tuberculose et le paludisme sont des sujets de préoccupations pour notre pays.

La récente Conférence sur le Sida qui s'est tenue ici au Siège des Nations Unies au début du mois de juin 2006 a mis en exergue la caractéristique particulièrement inquiétante de cette calamité au sein des populations les plus démunies que sont les femmes et les enfants. Il y a une urgence sanitaire pour laquelle la République Centrafricaine sollicite un renforcement des concours et des actions de la part des partenaires au développement

Le secteur de l'éducation et la formation, objectif 2 des OMD, est sans aucun doute la victime principale de la longue période de crises politico-militaires dont les blessures se referment peu à peu. L'accumulation des années blanches consécutives à la démotivation du personnel enseignant et au retard de salaires, l'insuffisance des moyens de l'état pour répondre au besoin de construction d'écoles et d'acquisition d'équipements, l'insécurité persistante dans certaines régions du pays depuis plusieurs années, tout cela a conduit à la régression de la qualité de l'enseignement et à la chute du taux d'alphabétisation.

Mais depuis le sursaut patriotique du 15 mars 2003, le Gouvernement met tout en œuvre pour que le cycle scolaire ne soit plus interrompu et pour donner au système éducatif centrafricain sa crédibilité d'antan. Grâce à l'assistance de certains donateurs au rang desquels il faut citer l'Organisation de la Francophonie, la République Centrafricaine s'engage à relever le défi d'ici à 2015. En effet, l'enracinement de la démocratie et d'une culture de dialogue et de tolérance ne

seront possibles que si les populations ont accès à une éducation de qualité et si elles sont capables de saisir les véritables enjeux qui se posent au pays afin de juger et apprécier en toute connaissance de cause.

Madame la Présidente,

Le rapport 2005 des nations Unies sur les OMD met en lumière la nécessité d'assurer un environnement durable en exploitant « intelligemment » les richesses naturelles et en protégeant les écosystèmes dont dépend la survie de l'humanité.

Les changements climatiques et le réchauffement de la planète du à l'appauvrissement de la couche d'ozone sont des Phénomènes alarmants pour notre pays dont la partie Nord est de plus en plus gagnée par le désert.

Les initiatives contenues dans le Protocole de KYOTO montrent que les progrès sont possibles si la volonté politique existe de la part des grands consommateurs.

Pour prévenir et réduire les risques liés aux catastrophes naturelles et nous doter aussi d'une organisation et de moyens plus efficaces afin de rendre ce monde plus sûr, nous devons soutenir la transformation du programme des Nations Unies pour l'environnement en une institution spécialisée disposant d'un mandat plus élargi, telle que proposée par la France.

Madame la Présidente,

Malgré les retards accusés dans la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, le Gouvernement Centrafricain est résolument déterminé à les atteindre en particulier en ce qui concerne les objectifs 3 et 4, relatifs respectivement à la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et à la réduction de la mortalité des enfants de moins de cinq ans. En effet, des progrès considérables sont constatés dans le domaine de la couverture vaccinale, et de la distribution gratuite des moustiquaires imprégnées aux femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans.

La République Centrafricaine apprécie fortement les propositions faites au cours de la réunion plénière de haut niveau de 2005 par les Présidents CHIRAC, LULA DA SILVA et JINTAO dans le sens de la promotion de la paix, de la sécurité et du développement.

Mais le bilan sur la mise en œuvre des OMD restera mitigé tant que la solidarité internationale n'aura pas joué pleinement son rôle. Nous vivons dans un monde interdépendant, et le développement de la République Centrafricaine est étroitement lié à celui de l'ensemble du monde, puisque l'Organisation des Nations Unies est une communauté des Nations.

Que Dieu bénisse l'organisation des Nations Unies.

Je vous remercie.